

26-27 MARS 2026

# Visite de l'AAD à Chypre



---

## FMA SECRETERAT

ANTALL 02Q73

PARLEMENT EUROPÉEN B-1047 BRUXELLES

TÉL. : +322.284.07.03 FAX : +332.284.09.89 E-

MAIL :

FORMERMEMBERS@EUROPARL.EUROPA.EU

# TABLE DES MATIÈRES



## LA PRÉSIDENTE CHYPRIOTE

- Vision de Chypre pour la présidence du Conseil de l'UE en 2026
- Priorités de Chypre
- Le programme du trio
- Dossiers prioritaires sous la présidence chypriote du Conseil de l'UE
- La présidence chypriote rend compte des priorités aux commissions du Parlement européen

## L'HISTOIRE DE CHYPRE

- Histoire de Chypre
- Dates clés de l'histoire de Chypre

## LA SITUATION POLITIQUE

- Structure et fonctionnement de la Chambre des représentants (Parlement)

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

- Prévisions économiques pour Chypre réalisées par la Commission européenne
- Plan de relance et de résilience de Chypre (EPRS)
- Document de travail des services de la Commission 2025 rapport national Chypre

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

- Prévisions économiques pour Chypre réalisées par la Commission européenne
- Plan de relance et de résilience de Chypre (EPRS)
- Document de travail des services de la Commission 2025 rapport national Chypre

## L'IMPORTANCE GÉOPOLITIQUE DE CHYPRE

- Chypre et l'expansion du conflit iranien, quand la géographie devient une vulnérabilité
- Guerre au Moyen-Orient : quelles implications pour l'UE et le monde ?
- Chronologie : comment une semaine de guerre s'est déroulée au Moyen-Orient après les frappes américaines et israéliennes contre l'Iran

## AUTRES RAPPORTS SUR CHYPRE

- Informations sur le ministère des Affaires étrangères de Chypre - janvier 2026
- Stratégie d'action climatique de Chypre
- Rapport de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) sur Chypre

## INFORMATIONS UTILES

- Contacts DE L'AAD

# LA PRÉSIDENCE CHYPRIOTE

# 6 BUTS



**« Une Union  
autonome.  
Ouverte au  
monde. »**

## La vision de Chypre pour la présidence du Conseil de l'UE en 2026

Assumant la présidence du Conseil de l'UE au premier semestre 2026, Chypre présente un programme tourné vers l'avenir sous la devise « Une Union autonome. Ouverte sur le monde ». Le pays prend la relève du Danemark et passera le relais à l'Irlande. Chypre est le dernier membre du trio présidentiel avec la Pologne et le Danemark.

La présidence chypriote présente un programme progressiste et tourné vers l'avenir qui met l'accent sur la capacité de l'UE à prendre des mesures décisives, à maintenir son unité et à préserver ses valeurs tant au niveau interne que sur la scène internationale.

Les priorités de la présidence chypriote s'appuient sur celles des présidences précédentes du trio, mais elles mettent davantage l'accent sur des questions pertinentes pour le contexte régional de Chypre, telles que l'autonomie nationale et les migrations. Le programme renforce l'importance de la capacité de l'Europe à agir de manière indépendante dans les domaines de la géopolitique et de la défense, notamment grâce à une coopération renforcée entre l'UE et l'OTAN, ainsi qu'à une sécurité maritime, aquatique et intérieure accrue. Dans ce contexte, la présidence chypriote souligne la nécessité de poursuivre le soutien diplomatique, politique, économique, militaire, énergétique et humanitaire à l'Ukraine. Chypre réaffirme son engagement en faveur d'une paix juste et durable qui respecte pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

La présidence promeut une Europe engagée à l'échelle mondiale, en améliorant la coopération avec les pays tiers, en renforçant l'efficacité des réponses aux crises, en consolidant le marché unique et en menant une diplomatie climatique, tout en luttant contre les atteintes à la démocratie.

**Source:**

<https://cyprus-presidency.consilium.europa.eu/en/programme/priorities/>

---

---

# Les priorités de Chypre

## Une Europe compétitive

La présidence met fortement l'accent sur la compétitivité à long terme. À cet égard, la conclusion des négociations interinstitutionnelles et la promotion résolue de la simplification législative dans toutes les institutions de l'UE revêtent une importance capitale. La présidence soutient la clarification des lois et l'amélioration des analyses d'impact, en particulier dans les secteurs industriel et numérique. La présidence chypriote accordera la priorité au renforcement de la compétitivité de l'UE en menant un programme ambitieux de simplification législative, notamment dans les domaines du numérique, de l'environnement et de la sécurité alimentaire.

En matière économique et financière, la présidence soutient également le renforcement du marché unique, la promotion de la compétitivité numérique et l'augmentation des investissements dans l'innovation et les technologies essentielles telles que l'IA et les biotechnologies. En outre, la présidence cherche à débloquer les dossiers en suspens et à approfondir l'intégration des marchés. Cela permettra de jeter les bases d'une économie européenne plus résiliente et plus innovante.

## Une Europe sûre

En réponse à l'agression continue de la Russie contre l'Ukraine, la présidence chypriote mettra l'accent sur le renforcement des capacités de défense et de la base industrielle de l'Europe. La priorité sera donnée à l'avancement de la proposition sur la mobilité militaire et le paquet omnibus en matière de défense. En outre, un accord sera conclu concernant le financement futur de l'Ukraine, notamment par le biais du prêt de réparation.

Une Europe sûre nécessite également une gestion efficace des migrations. La présidence entend lancer des trilogues sur la directive « retour » au début de l'année 2026 et conclure les discussions interinstitutionnelles sur la prévention des entrées illégales. L'accent sera mis sur la mise en œuvre du pacte européen sur la migration et l'asile et sur le renforcement des contrôles aux frontières extérieures.

## Initiatives sociales

L'une des principales ambitions de la présidence chypriote est de conclure les négociations de longue haleine sur la proposition de 2016 relative à la coordination des systèmes de sécurité sociale. Elle vise à aboutir à une conclusion concrète des discussions qui sont au point mort. La présidence prévoit également d'entamer des négociations en trilogue sur les nouvelles règles régissant le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation dès que le Parlement européen aura obtenu son mandat au début de l'année 2026. Des efforts seront déployés pour faire avancer les travaux sur la directive relative aux stages, en vue de renforcer les protections et d'améliorer la qualité des stages dans toute l'Union.

---

---

## **Justice et affaires intérieures**

Tout d'abord, la présidence entend obtenir une position du Conseil, puis ouvrir des négociations avec le Parlement européen sur la protection des adultes. Parallèlement, elle prévoit de mener à bien les négociations au niveau du Conseil sur le règlement relatif à la parentalité, en s'appuyant sur l'avis rendu par le Parlement au cours de la législature précédente et en veillant à garantir la clarté juridique et la continuité.

Chypre accorde une grande importance au renforcement de la réponse de l'Union à la criminalité organisée transfrontalière et s'est engagée à lancer, au cours du deuxième trimestre 2026, des travaux de fond au sein du Conseil sur des propositions visant à renforcer les mandats et les capacités d'Europol et d'Eurojust. La présidence s'efforcera également d'établir les positions du Conseil sur le paquet « Défense de la démocratie ». Il s'agit d'un domaine dans lequel le Parlement européen a déjà souligné sa volonté d'entamer des négociations.

Chypre poursuivra ses travaux sur l'application numérique de voyage de l'UE dans le cadre de trilogues en cours. Cela reflète l'intention de la présidence de maintenir la dynamique des initiatives en matière de numérisation. Chypre entend poursuivre les négociations avec le Parlement sur la directive visant à ériger les abus sexuels sur les enfants en infraction pénale. De même, la présidence entend conclure les discussions sur le règlement visant à prévenir et à combattre ce crime en ligne. Un accord sur ce dernier point est attendu avant avril, afin d'éviter de devoir prolonger encore la dérogation actuelle à la directive « vie privée et communications électroniques ».

## **Agriculture**

Dans le domaine de l'agriculture, le principal trilogue en cours porte sur les nouvelles règles relatives à l'organisation commune des marchés, que la présidence chypriote entend continuer à faire avancer. Les négociations sur les matériels de reproduction végétale devraient également débiter dès que le Parlement européen sera prêt, début 2026. En outre, de nouvelles négociations auront lieu sur la pêche en Méditerranée, domaine dans lequel les deux institutions ont déjà adopté leurs positions. La présidence entend également faire avancer les travaux visant à améliorer la protection des animaux pendant le transport. Cette initiative impliquerait la mise en œuvre des recommandations des organisations régionales de gestion des pêches et la mise à jour des statistiques sur la pêche.

---

---

## **Une Union européenne mondiale**

La présidence chypriote vise à renforcer le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial fort, fondé sur des valeurs, capable de façonner les normes internationales et de répondre de manière pragmatique aux défis qui se posent aux niveaux national et international.

Dans le domaine des relations extérieures de l'UE, la présidence chypriote prendra acte des décisions du Parlement européen concernant l'approbation du partenariat avec les pays du Mercosur, ainsi que des accords commerciaux intérimaires connexes. Plus tard dans l'hiver, la présidence devrait recevoir les positions du Parlement sur les propositions relatives à la non-application des droits de douane de l'UE à certains produits américains. Cela concernerait les produits industriels, ainsi que certains produits de la mer et agricoles.

Parallèlement, la présidence vise à conclure les négociations en trilogue sur la surcapacité sidérurgique, reflétant les efforts en cours pour remédier aux distorsions du marché mondial. Elle s'efforcera également de progresser vers un accord avec le Parlement sur la refonte prévue du système douanier de l'UE. L'objectif est de moderniser les procédures et de renforcer le cadre commercial de l'Union.

---

---

# Programme de la présidence chypriote

Le programme de la présidence chypriote définit les priorités et l'agenda stratégique que Chypre poursuivra pendant les six mois de sa présidence du Conseil de l'Union européenne. Dans un contexte d'incertitude géopolitique accrue, la présidence met l'accent sur le renforcement de l'autonomie stratégique de l'UE, l'amélioration de la cohésion interne et la promotion d'un engagement extérieur décisif. Elle souligne l'engagement de Chypre à favoriser l'unité entre les États membres et à traduire les ambitions en résultats tangibles dans toutes les formations du Conseil.

**Pour continuer la lecture...**

**Source :**

<https://cyprus-presidency.consilium.europa.eu/fr/programme/programme-de-la-presidence-chypriote/>

---

---

# Le Parlement chypriote et les affaires européennes (EPRS, janvier 2026)

Cette note d'information du Service de recherche du Parlement européen fournit une analyse générale du rôle et du fonctionnement du Parlement chypriote (Chambre des représentants), en accordant une attention particulière à son engagement envers l'Union européenne. Le document détaille la manière dont le Parlement chypriote organise ses commissions internes, notamment la commission des affaires étrangères et européennes, et explique comment les modifications constitutionnelles apportées à la suite de l'adhésion ont intégré le droit européen dans la pratique nationale. En outre, il examine les mécanismes formels et informels par lesquels le Parlement examine les propositions législatives de l'UE et contrôle l'activité exécutive dans le processus décisionnel de l'UE. La note d'information replace ces pratiques dans le contexte plus large de la participation de Chypre à la gouvernance de l'UE et aux échanges interparlementaires.

**Pour continuer la lecture...**

**Source :**

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2026/779221/EPRS\\_BRI\(2026\)779221\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2026/779221/EPRS_BRI(2026)779221_EN.pdf)

---

---

# Programme du trio

## **Programme du trio**

Du 1er janvier au 30 juin 2026, Chypre assure la présidence du Conseil de l'Union européenne. La présidence polonaise assurée au premier semestre 2025, la présidence danoise assurée durant le deuxième semestre 2025 et la présidence chypriote forment conjointement le trio de présidences. La Pologne, le Danemark et Chypre ont ainsi adopté un programme commun de 18 mois qui définit les priorités communes de leur trio.

Les États membres qui composent chaque trio de présidences travaillent de concert pour fixer les objectifs et l'ordre du jour que le Conseil devra traiter pendant la période commune de 18 mois. Cette organisation permet d'assurer la continuité des travaux du Conseil.

## **Priorités du trio**

Le programme actuel du trio a été publié en décembre 2024 et couvre la période allant du 1er janvier 2025 au 30 juin 2026. Il comporte trois grandes priorités thématiques:

### **Une Europe forte et sûre**

Pour cette première priorité, l'accent est mis sur une action extérieure cohérente et influente, une action stratégique en matière de sécurité et de défense, une approche globale en matière de migration et de gestion des frontières, ainsi que sur un élargissement et sur des réformes internes bien préparés.

### **Une Europe prospère et compétitive**

Dans le cadre de cette deuxième priorité, les travaux se concentrent sur une approche intégrée de la compétitivité, la réussite des transitions vertes et numérique, la promotion d'un environnement propice à l'innovation et favorable aux entreprises, et une progression commune permettant de saisir les opportunités offertes par les transitions verte et numérique.

### **Une Europe libre et démocratique**

Dans le cadre de cette troisième priorité, l'accent est mis sur la défense des valeurs européennes au sein de l'UE.

**Pour continuer la lecture...**

**Source :**

<https://cyprus-presidency.consilium.europa.eu/fr/programme/programme-du-trio/>

---

---

# Dossiers prioritaires sous la présidence chypriote du Conseil de l'UE (EPRS 2026)

## **INTRODUCTION**

Chypre a pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne le 1er janvier 2026 et restera en fonction jusqu'au 30 juin 2026. Le pays succède au Danemark et passera le relais à l'Irlande. Chypre est le dernier membre du trio présidentiel avec la Pologne et le Danemark.

## **ÉTAT ET GOUVERNEMENT**

La République de Chypre est une démocratie présidentielle. Le président est à la fois chef de l'État et chef du gouvernement ; il n'y a pas de Premier ministre. Ce système présidentiel intégral est unique parmi les États membres de l'UE.

Selon la Constitution, le pouvoir exécutif est exercé conjointement par un président chypriote grec et un vice-président chypriote turc de la République, par l'intermédiaire d'un Conseil des ministres nommé par eux (sept et trois ministres, respectivement).

En 1963, le vice-président chypriote turc et les trois ministres chypriotes turcs se sont retirés du gouvernement, qui fonctionne depuis lors, par nécessité, uniquement avec des Chypriotes grecs dans tous les ministères, dont le nombre a ensuite été porté à 11. En outre, le président de la République, conformément aux dispositions de la législation nationale applicable, a nommé cinq vice-ministres. Le poste de vice-président reste vacant.

Le poste de vice-ministre des affaires européennes a été créé spécialement pour la présidence. Il prendra fin à l'issue du mandat de Chypre.

Le président convoque et fixe l'ordre du jour du Conseil des ministres. En matière d'affaires étrangères, de défense et de sécurité, le président dispose d'un droit de veto sur le pouvoir législatif et le Conseil des ministres.

Le président actuel de la République est Nikos Christodoulides, en fonction depuis le 1er mars 2023, à la suite des élections présidentielles de février 2023. Son mandat, tout comme celui du Conseil des ministres, est de cinq ans, les prochaines élections présidentielles étant prévues pour février 2028. Le président Christodoulides est indépendant, soutenu par le Parti démocratique (DIKO - S&D), nationaliste et centriste, le Mouvement pour la démocratie sociale - Alliance des citoyens (EDEK - S&D), social-démocrate, et l'Alignement démocratique (DIPA - Renew), centriste.

---

---

## PARLEMENT

La Chambre des représentants (Vouli Antiprosopon) est l'organe législatif national monocaméral de Chypre. Ses 56 membres sont élus pour un mandat de cinq ans selon un système proche de la représentation proportionnelle simple. Trois sièges sont réservés aux groupes religieux (Arméniens, Latins et Maronites) en plus des 56 sièges, sans droit de vote. Vingt-quatre autres sièges sont attribués aux Chypriotes turcs, mais ceux-ci sont vacants depuis 1964. À l'heure actuelle, les partis suivants, qui ont dépassé le seuil électoral de 3,6 %, siègent à la Chambre des représentants :

- Rassemblement démocratique (Dimokratikós Sinagermós, DISY) : 17
- Parti progressiste des travailleurs (Anorthotikó Kómma Ergazómenou Laoú, AKEL) : 15
- Parti démocratique (Dimokratikó Kómma, DIKO) : 9
- Front populaire national (Ethnikó Laikó Métopo, ELAM) : 3
- Parti socialiste EDEK (EDEK Sosialistikó Kómma) : 2
- Alignement démocratique (Dimokratikí Parátaxi, DIPA) : 4
- Mouvement environnemental - Coopération citoyenne (Kínima ekológon – Synergasía politón) : 2
- Indépendants : 2 • Député socialiste indépendant : 1
- Député de la circonscription de Larnaca : 1

La Chambre des représentants, dans sa composition actuelle, sera dissoute à la fin du mois de mars 2026, avant les prochaines élections législatives qui se tiendront le 30 mai 2026, pendant le mandat de Chypre à la présidence du Conseil.

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Chypre a élu six des 720 membres du Parlement européen le 9 juin 2024, avec un taux de participation de 58,8 % et les résultats suivants :

- Rassemblement démocratique : 24,78 %, 2 PPE
- Parti progressiste des travailleurs : 21,49 %, 1 La Gauche
- Fidias Panayiotou (Fidias) : 19,36 %, 1 non inscrit
- Front populaire national : 11,19 %, 1 ECR
- Parti démocratique : 9,72 %, 1 S&D • EDEK Parti socialiste : 5,07 %, aucun siège
- Autres : 8,39 %, aucun siège

Par rapport à la législature précédente, où le PPE, le S&D et La Gauche comptaient chacun deux députés chypriotes, seul le PPE a conservé ses deux sièges chypriotes, le S&D et La Gauche n'en ayant plus qu'un chacun. L'ECR en a gagné un, et il y a également un député chypriote non inscrit.

---

---

## ÉTAT DES LIEUX

Pour les Chypriotes, l'immigration est de loin la question la plus importante à laquelle l'UE est confrontée (42 % le pensent, contre 18 % dans l'ensemble de l'UE), selon les résultats d'une enquête Eurobaromètre réalisée au printemps 2025. Les préoccupations liées à la situation économique arrivent en deuxième position (25 %), tandis que l'invasion de l'Ukraine par la Russie occupe la troisième place (24 %). Les Chypriotes estiment que pour renforcer son rôle dans le monde, l'UE devrait se concentrer principalement sur la défense et la sécurité, comme le montre l'édition d'automne de l'enquête.

L'accord de Schengen n'est pas encore en vigueur sur l'île.

## LA QUESTION CHYPRIOTE

Après avoir envahi et occupé 37 % du territoire de l'île en 1974, la Turquie a incité et approuvé une «déclaration unilatérale d'indépendance» dans la zone occupée en 1983. Le Conseil de sécurité des Nations unies a considéré cette déclaration comme juridiquement invalide. La soi-disant «République turque de Chypre du Nord» n'est reconnue que par la Turquie, qui exerce un contrôle effectif sur elle. La communauté internationale, y compris l'UE, reconnaît le gouvernement chypriote comme le seul gouvernement légitime de l'île.

Le dernier cycle de négociations en vue d'un règlement a échoué en 2017. En 2025, un envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies a été chargé de travailler à la reprise des négociations. La Commission européenne a nommé l'ancien commissaire Johannes Hahn envoyé spécial de l'UE pour Chypre. En octobre, la communauté chypriote turque a élu un nouveau dirigeant, l'actuel nationaliste turc ayant été remplacé par un leader de l'opposition.

L'île entière fait partie de l'UE, de sorte que tous les Chypriotes sont citoyens de l'UE, mais le cadre juridique de l'UE est suspendu dans les zones qui ne sont pas contrôlées par le gouvernement. Une réglementation spécifique autorise la circulation des personnes et des marchandises à travers la « ligne verte ».

---

---

## PRIORITÉS POLITIQUES DE LA PRÉSIDENTENCE CHYPRIOTE

L'autonomie est le concept clé du programme chypriote, qui étend ce concept aux domaines de la sécurité et de la défense, de la compétitivité, de l'ouverture en matière de politique étrangère, des valeurs et des affaires sociales, ainsi que du budget à long terme.

Les priorités de la présidence chypriote rejoignent celles des présidences précédentes du trio, avec un accent supplémentaire sur les questions qui concernent spécifiquement la région de Chypre.

Le programme souligne la nécessité pour l'Europe d'agir de manière indépendante en matière de géopolitique et de défense, notamment en renforçant la coopération entre l'UE et l'OTAN, ainsi qu'en améliorant la sécurité maritime, la sécurité de l'eau et la sécurité intérieure.

Dans le domaine géopolitique, la présidence chypriote insiste sur la poursuite du soutien diplomatique, politique, économique, militaire, énergétique et humanitaire à l'Ukraine, ainsi que sur son engagement en faveur d'une paix juste et durable respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

Avec le nombre le plus élevé par habitant de demandes d'asile en 2024 et de retours au deuxième trimestre 2025, Chypre se concentre sur une gestion efficace des migrations en améliorant la coopération avec les pays tiers et en mettant en place des centres de retour.

Chypre souhaite faire progresser l'élargissement, accorder une attention particulière aux relations avec le voisinage méridional de l'UE et le Golfe, coopérer avec les États-Unis, promouvoir un commerce fondé sur des règles – notamment par le biais d'accords de libre-échange avec l'Inde et les Émirats arabes unis – et renforcer l'efficacité des réponses aux crises.

La simplification, en particulier dans l'intérêt des petites et moyennes entreprises, l'amélioration du marché unique, la construction de l'union des marchés des capitaux, notamment par la mise en place d'une union de l'épargne et de l'investissement, la souveraineté énergétique et numérique, la connectivité interrégionale, la production durable et la stabilité des systèmes alimentaires sont quelques-unes des priorités dans le domaine de l'économie.

La présidence s'attachera à lutter contre les atteintes à la démocratie, notamment la désinformation, l'ingérence étrangère et les atteintes à la liberté des médias. Elle souhaite refléter les valeurs de l'UE dans les domaines de l'État de droit et des questions sociales. Le logement abordable, la réduction de la pauvreté, un environnement en ligne sûr pour les enfants, des conditions de travail équitables, la disponibilité des produits médicaux et la lutte contre la discrimination sont quelques-unes de ses priorités dans ce domaine.

---

---

Chypre poursuivra ses travaux sur le cadre budgétaire à long terme de l'UE pour la période 2028-2034.

Enfin, la présidence s'engage à faire avancer les dossiers en suspens, notamment une série de propositions législatives sur lesquelles le Conseil n'a pas encore arrêté sa position ou pour lesquelles des négociations en trilogue ont déjà été engagées.

Les priorités sont conformes au programme de travail de la Commission pour 2026.

## **TRAVAUX LÉGISLATIFS**

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des législations que la présidence chypriote prévoit de traiter.

## **COMPÉTITIVITÉ**

Chypre reprendra les travaux sur les paquets de simplification législative. Certains accords ayant déjà été conclus sous les présidences précédentes, les négociations entre les institutions peuvent commencer sur d'autres propositions omnibus, le Parlement devant définir sa position sur les trois dossiers de l'Omnibus Défense (Omnibus 5) au début de l'année et sur les quatre dossiers de l'Omnibus 4 concernant les petites et moyennes capitalisations au printemps. Le Parlement doit également formuler sa position sur le dernier dossier omnibus concernant les produits chimiques (Omnibus 6). La présidence a pour objectif de conclure les discussions interinstitutionnelles sur tous ces dossiers.

Outre les paquets de simplification déjà en cours, la présidence chypriote en a plusieurs nouveaux dans son agenda : le paquet omnibus numérique sur l'IA, le paquet omnibus environnemental, le paquet omnibus automobile et le paquet omnibus sur la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, ainsi que deux paquets omnibus visant à simplifier la législation et la fiscalité relatives aux produits énergétiques (prévus pour le deuxième trimestre 2026). Elle a l'intention de faire avancer les négociations du Conseil sur tous ces dossiers.

Dans le domaine de l'économie et des finances, Chypre souhaite poursuivre les négociations avec le Parlement sur l'accès aux données financières (FiDA), qui n'ont pas progressé lors de la présidence précédente.

La présidence souhaite entamer les travaux du Conseil sur plusieurs propositions relatives aux services financiers : le paquet sur l'intégration des marchés, le règlement sur la publication d'informations en matière

---

---

de durabilité dans le secteur des services financiers, les retraites professionnelles, le produit européen de retraite individuelle et la modification de la loi sur les matières premières critiques, cette dernière faisant partie du plan d'action ResourceEU. Elle travaillera également sur le 28e régime fiscal des sociétés (qui devrait être présenté en mars 2026), sur lequel le Parlement doit adopter une initiative législative au début de l'année 2026. Les Chypriotes se concentrent également sur les négociations avec le Parlement européen concernant le cadre de titrisation et l'euro numérique, dès que les colégislateurs seront prêts, vers la fin de leur présidence. En outre, Chypre vise à conclure les négociations sur les statistiques relatives à l'immobilier commercial.

Dans le domaine du marché intérieur, le Conseil attend que le Parlement formule sa position sur la directive relative aux substances cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMRD). Avec les médicaments essentiels, sur lesquels le Conseil a pris position et le Parlement sera prêt en janvier, ces thèmes font partie des priorités de la présidence chypriote, qui souhaite conclure les négociations sur ces deux dossiers. Chypre souhaite faire évoluer la position du Conseil sur les précurseurs de drogues, la simplification ciblée des règles de l'UE relatives aux dispositifs médicaux et aux diagnostics in vitro, la loi spatiale de l'UE, le paquet de certificats complémentaires de protection liés à la propriété intellectuelle et les deux dossiers sur la taxation du tabac. Concernant ce dernier point, le Parlement ne rendra son avis qu'après la présidence chypriote. La présidence a également l'intention de faire progresser au sein du Conseil la réglementation sur les dispositifs médicaux, la loi sur les biotechnologies et l'extension du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) à un plus grand nombre de produits.

Chypre s'engage à commencer à travailler sur le paquet « médicaments », la loi sur l'accélérateur industriel (attendue le 28 janvier) et à discuter des propositions à venir, notamment la loi européenne sur l'innovation, la loi sur les marchés publics, l'initiative sur les locations à court terme, la révision du règlement REACH et le centre des matières premières critiques, toutes attendues au cours du premier semestre 2026.

En matière de transport, la présidence devra s'occuper des prochaines étapes, soumises à des délais, de la procédure de deuxième lecture concernant les droits des passagers aériens, pour laquelle le Parlement devrait rendre sa réponse à la position des États membres en janvier 2026. En outre, Chypre a pour ambition de mener à bien les négociations en trilogue sur les deux dossiers restants du paquet « droits des passagers », de lancer des discussions interinstitutionnelles dès que le Parlement aura pris position sur les directives relatives aux

---

---

contrôles techniques et à l'immatriculation des véhicules, et de poursuivre ces discussions sur les poids et dimensions maximaux des véhicules.

Chypre souhaite définir une position du Conseil sur les émissions de CO2 des véhicules utilitaires lourds et sur la suppression des changements d'heure saisonniers, deux dossiers qui n'ont pas avancé depuis des années.

La présidence travaillera en parallèle avec le Parlement sur ses positions concernant les dossiers du paquet « contrôle technique ». Les trilogues peuvent débuter immédiatement sur la comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre des services de transport, et la présidence vise à conclure un accord avec le Parlement sur l'espace ferroviaire européen unique. Il est important de noter que, pour le secteur des transports, la directive sur la taxation de l'énergie est l'une des priorités du Danemark, mais que le Parlement n'est consulté qu'à ce sujet.

Les nouvelles propositions pour Chypre comprennent le paquet automobile avec la révision des normes CO2 pour les véhicules légers et l'écologisation des flottes d'entreprises. La planification chypriote prévoit des avancées sur ces deux dossiers.

La législation énergétique dont la présidence est saisie comprend les deux nouvelles propositions du paquet européen sur les réseaux, pour lesquelles Chypre préconise une approche générale d'ici la fin de sa présidence, et le renforcement de la sécurité énergétique (la proposition est attendue au premier trimestre 2026). Elle souhaite négocier avec le Parlement sur le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE ; CFP), pour lequel la présidence danoise a déjà obtenu un mandat partiel. En revanche, les Chypriotes n'ont donné aucune indication sur la taxation des produits énergétiques.

Enfin, dans le domaine numérique, une nouvelle proposition sur le bureau de la présidence concerne les portefeuilles électroniques européens, sur lesquels elle souhaite avancer. En outre, la Commission devrait présenter la loi sur la cybersécurité (le 14 janvier) et la loi sur les réseaux numériques (le 20 janvier), ainsi que la loi sur le développement du cloud et de l'IA, la loi sur les puces électroniques et la loi sur le quantique (plus tard au cours du premier semestre 2026) : les Chypriotes s'engagent à commencer à travailler sur tous ces dossiers.

## **SÉCURITÉ ET DÉFENSE**

Dans le domaine de la migration, la présidence souhaite entamer des trilogues sur la directive relative au retour lorsque le Parlement sera prêt, début 2026. Elle s'efforce d'obtenir une approche générale et de conclure les discussions interinstitutionnelles sur la prévention des

---

---

entrées non autorisées, sujet sur lequel le Parlement est prêt à négocier.

En matière de défense, Chypre se concentre sur la proposition relative à la mobilité militaire, en plus du paquet omnibus sur la défense (voir ci-dessus).

Il est important de noter qu'il souhaite parvenir rapidement à un accord sur le financement futur de l'Ukraine par le biais du prêt de réparation

### **JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES**

La présidence souhaite obtenir une position du Conseil puis ouvrir des négociations avec le Parlement sur la protection des adultes. Elle a également l'intention de conclure les négociations du Conseil sur le règlement relatif à la parentalité, sur lequel le Parlement a rendu son avis lors de la législature précédente. Afin d'améliorer la lutte contre la criminalité organisée transfrontalière, les Chypriotes s'engagent à lancer les travaux au sein du Conseil sur les propositions visant à renforcer Europol et Eurojust au cours du deuxième trimestre 2026. Chypre s'efforcera d'obtenir des positions du Conseil sur le paquet « Défense de la démocratie », sur lequel le Parlement est prêt à négocier. La présidence poursuivra les trilogues sur l'application numérique de voyage de l'UE. Chypre souhaite également poursuivre les négociations avec le Parlement sur la directive relative aux abus sexuels sur les enfants (infractions pénales) et les conclure sur le règlement visant à prévenir et à combattre ce crime en ligne. La présidence espère parvenir à un accord avant avril afin d'éviter de devoir prolonger la dérogation à la directive « vie privée et communications électroniques ».

### **SOCIAL**

L'une des ambitions de la présidence chypriote est de conclure les négociations de longue haleine sur la proposition de 2016 relative à la coordination des systèmes de sécurité sociale. Elle entamera des trilogues sur les nouvelles règles relatives au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation dès que le Parlement aura obtenu son mandat au début de l'année, et s'efforcera de faire avancer la directive sur les stages.

### **AGRICULTURE**

Les nouvelles règles relatives à l'organisation commune des marchés font l'objet du principal trilogue en cours dans le domaine agricole, que la présidence chypriote souhaite poursuivre. Des trilogues devraient débiter sur les matériels de reproduction végétale, dès que le Parlement sera prêt, début 2026, et sur la pêche en Méditerranée, sujet sur lequel les deux institutions ont déjà arrêté leur position. La présidence entend faire progresser les travaux sur la protection des animaux pendant le transport, la transposition des recommandations des organisations régionales de gestion des pêches et les statistiques de la pêche.

---

---

Le programme chypriote ne mentionne pas les travaux relatifs à la transposition du traité des Nations unies sur la haute mer, pour lequel le Parlement a déjà arrêté sa position.

### **GLOBAL UE**

La présidence chypriote recevra les décisions du Parlement concernant l'accord de partenariat avec les pays du Mercosur et les accords commerciaux intérimaires. De même, à la fin de l'hiver, elle recevra les positions du Parlement sur la non-application des droits de douane de l'UE sur certains produits américains (produits industriels, certains produits de la mer, produits agricoles et homards transformés), avant d'entamer des trilogues si le Conseil est prêt. La présidence s'efforcera de conclure les trilogues sur la surcapacité sidérurgique et tentera de parvenir à un accord avec le Parlement sur la refonte du système douanier de l'UE.

### **QUESTIONS INSTITUTIONNELLES URGENTES**

La présidence chypriote prend le relais des travaux sur le cadre financier pluriannuel (CFP). Chypre s'est engagée à poursuivre les programmes sectoriels du CFP, en visant des approches générales partielles sur, entre autres, les plans nationaux, le fonds pour la concurrence et l'instrument d'action extérieure. Lors de la réunion du Conseil européen de juin, la présidence souhaite également finaliser un « cadre de négociation abouti » avec des chiffres indicatifs, constituant un amendement à la proposition initiale de la Commission. En outre, Chypre travaillera sur le nouveau paquet relatif aux ressources propres et sur le règlement-cadre sur la performance.

La présidence est prête à diriger les travaux sur la réforme interne de l'UE si la Commission présente ses examens approfondis des politiques, et prévoit de conclure l'amendement introduit par le Parlement à la loi électorale de l'UE afin d'autoriser le vote par procuration pendant et après le congé de maternité.

---

---

# La présidence chypriote informe les commissions du Parlement de ses priorités

Les ministres ont tenu une série de réunions au sein des commissions parlementaires afin de présenter les priorités de la présidence chypriote du Conseil.

Chypre assure la présidence du Conseil jusqu'à la fin du mois de juin 2026.

## **Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres**

Le 26 janvier, le ministre de la Justice et de l'Ordre public, Costas Fitiris, a souligné que l'égalité des genres constituait un axe central de la présidence, avec un accent particulier sur la lutte contre les violences fondées sur le genre, y compris les violences en ligne. Il a également évoqué le renforcement de la prévention, du soutien aux victimes et de l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de l'UE, ainsi que la future stratégie européenne pour l'égalité des genres pour la période 2026-2030, comme priorités majeures.

Les députés ont plaidé en faveur d'une approche intersectionnelle renforcée, appelant à maintenir l'attention sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'égalité des personnes LGBTIQ et la budgétisation sensible au genre. Ils ont mis en garde contre un recul persistant et généralisé des droits des femmes, souligné les risques émergents liés aux plateformes numériques et à l'intelligence artificielle (IA) et demandé des avancées sur la directive anti-discrimination, bloquée depuis longtemps.

## **Commission de la culture et de l'éducation**

Le 27 janvier, la vice-ministre de la Culture, Vasiliki Kassianidou, a présenté la "boussole culturelle pour l'Europe" comme une étape clé pour placer la culture au cœur de l'élaboration des politiques européennes, notamment le programme AgoraEU 2028-2034, destiné à renforcer la culture et les médias comme des biens publics démocratiques. La présidence chypriote entend

### **Source:**

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20260126IPR32642/la-presidence-chypriote-informe-les-commissions-du-parlement-de-ses-priorites>

---

---

également faire progresser les discussions sur le programme de travail de l'UE pour la culture, renforcer l'éducation aux médias et traiter de la question de la protection et de la restitution des biens culturels.

De nombreux députés ont insisté sur la nécessité de fournir un financement adéquat à la culture et aux médias dans le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE. Certains ont souligné le rôle de la culture et des médias dans la lutte contre la désinformation, tandis que d'autres ont appelé à augmenter le soutien aux créateurs culturels indépendants, à améliorer les conditions de travail dans le secteur artistique et à renforcer de l'éducation aux médias.

### **Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs**

Le 27 janvier, le ministre de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, Michael Damianos, a déclaré que la présidence donnerait la priorité à l'agenda des consommateurs à l'horizon 2030, à la protection des mineurs en ligne et aux actions visant à lutter contre les pratiques commerciales trompeuses. D'autres priorités, présentées par le vice-ministre de la Recherche, de l'Innovation et de la Politique numérique, Nicodemos Damianou, incluent l'avancement rapide de l'ensemble des "omnibus" numériques et la conclusion des négociations sur la réforme des douanes et les règles relatives au détachement des travailleurs.

Les députés ont interrogé la présidence sur ses projets pour renforcer la souveraineté et le leadership numériques de l'UE, notamment en matière d'infrastructures numériques et de cybersécurité, dans un contexte d'ingérences algorithmiques étrangères croissantes. Ils ont appelé à une application plus rigoureuse du règlement sur les services numériques (DSA) et du règlement sur l'intelligence artificielle (AI Act), et ont posé des questions concernant une éventuelle interdiction des réseaux sociaux pour les mineurs. Les députés ont également demandé des éclaircissements sur le soutien de la présidence à une préférence européenne dans les marchés publics et sur le dossier bloqué relatif aux retards de paiement.

### **Commission des transports et du tourisme**

Le 27 janvier, le ministre des Transports, Alexis Vafeades, a indiqué que la présidence se concentrerait sur les droits des passagers aériens, des transports plus verts, plus sûrs, plus efficaces et plus compétitifs, ainsi que sur l'avancement des infrastructures à double usage. La vice-ministre de la Marine marchande, Marina Hadjimanolis, a mis en avant la future stratégie industrielle maritime de l'UE et une déclaration sur les travailleurs maritimes.

---

---

Le vice-ministre du Tourisme, Kostas Koumis, a déclaré que son pays mènerait l'évaluation de l'agenda européen du tourisme à l'horizon 2030 afin de mettre en œuvre et de débattre de la stratégie de l'UE pour un tourisme durable.

Les députés ont souligné que le Parlement restait uni dans la défense des passagers aériens et n'accepterait pas d'affaiblissement des droits existants. Certains se sont engagés à concrétiser la position du Parlement sur le contrôle technique des véhicules et ont demandé à la présidence de faire progresser le train de mesures sur l'automobile. La nécessité d'assurer un financement adéquat des infrastructures transfrontalières de l'UE, la résilience et les carburants alternatifs ont également été évoqués.

### **Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures**

Le 27 janvier, le ministre de la Justice et de l'Ordre public, Constantinos Fitiris, a souligné l'importance de lutter contre la criminalité sévère et organisée, le trafic de drogues et le terrorisme, les abus sexuels sur les enfants et les menaces numériques, ainsi que la nécessité de renforcer la coopération actuelle à travers Europol et de consolider les frontières extérieures. Le vice-ministre chargé de la Migration et de la Protection internationale, Nicholas A. Ioannides, a défini la migration comme une priorité, en mettant l'accent sur la mise en œuvre du Pacte sur l'asile et la migration et sur le renforcement des retours grâce à des partenariats approfondis avec des pays tiers.

De nombreux députés ont appelé à renforcer l'interopérabilité afin de soutenir les systèmes répressifs et d'asile. Plusieurs ont insisté sur la nécessité de protéger les personnes luttant contre la criminalité organisée, de renforcer les actions de déradicalisation et de garantir la protection des données. D'autres ont soulevé des questions relatives au contrôle des frontières, aux retours et à la solidarité, ainsi qu'à la lutte contre les crimes de haine.

La vice-ministre chargée des Affaires européennes, Marilena Raouna, a souligné que l'État de droit constituait une pierre angulaire du projet européen et qu'il était essentiel au fonctionnement du marché unique. Elle a insisté sur l'attention portée par la présidence à l'avancement de la procédure prévue à l'article 7 et à la poursuite des travaux sur la simplification et l'amélioration de la réglementation.

---

---

De nombreux députés ont posé des questions concernant la manière de répondre aux nouvelles menaces comme la criminalité organisée, les ingérences étrangères et la désinformation. Certains ont insisté sur la nécessité de garantir l'indépendance judiciaire et une application cohérente des principes de l'état de droit, tandis que d'autres ont souligné l'importance d'un financement adéquat dans le prochain cadre financier pluriannuel.

### **Commission de la pêche**

Le 27 janvier, la ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de l'Environnement, Maria Panayiotou, a déclaré que la présidence œuvrerait au renforcement de la politique commune de la pêche (PCP). Elle s'assurera également que les besoins des secteurs de la pêche et de l'aquaculture sont pris en compte dans le nouveau cadre financier pluriannuel de l'UE. La présidence espère par ailleurs finaliser les négociations sur la transposition dans le droit européen des règles relatives aux organisations régionales de gestion des pêches et faire progresser les partenariats de pêche durable avec la Mauritanie et le Maroc.

Les députés ont unanimement jugé "inacceptable" la réduction budgétaire envisagée pour la pêche dans le prochain budget à long terme de l'UE. Ils ont plaidé pour la simplification de la législation en matière de pêche, la modernisation de la flotte de pêche européenne et une approche pragmatique de la décarbonation. Les députés ont également interrogé la présidence sur la garantie de conditions de concurrence équitables entre les pêches de l'UE et celles des pays tiers, ainsi que sur l'utilisation des pavillons de complaisance.

### **Commission du commerce international**

Le 27 janvier, Michael Damianos, ministre de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, a déclaré que les relations commerciales de l'UE devaient être ouvertes, fondées sur des règles, mais aussi franches avec les autres pays. Dans le même temps, l'UE doit défendre ses valeurs et son indépendance législative.

Les députés ont interrogé la présidence sur sa stratégie concernant les relations transatlantiques, le Mercosur, la proposition visant à lutter contre la surcapacité sidérurgique et la ratification des accords de libre-échange (notamment avec l'Inde et les Philippines). D'autres questions ont porté sur la réforme et le renforcement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la préservation de la résilience des chaînes d'approvisionnement de l'UE et l'intensification de la réponse de l'UE à l'agression russe contre l'Ukraine.

---

---

## **Commission des affaires juridiques**

Le 28 janvier, le ministre de la Justice et de l'Ordre public, Constantinos Fytiris, a souligné la nécessité de progresser sur la législation relative à la protection des adultes, avec un lancement des négociations prévu en mars. Il s'est également engagé à rapprocher les positions des États membres sur les règles en matière de filiation. Parmi les autres priorités figurent le 28<sup>e</sup> régime - un nouvel ensemble de règles applicables aux entreprises dans toute l'UE -, les règles européennes en matière de brevets et un cadre du droit d'auteur adapté aux nouvelles technologies.

Les députés ont interrogé le ministre sur les possibilités d'investissements dans les systèmes judiciaires dans le prochain budget à long terme de l'UE, sur les associations transfrontalières européennes - qui suscitent de sérieuses préoccupations parmi les États membres, sur l'application provisoire de l'accord Mercosur, ainsi que sur la responsabilité de la Russie pour sa guerre contre l'Ukraine.

## **Commission des affaires étrangères**

Le 28 janvier, le ministre des Affaires étrangères, Constantinos Kombos, a insisté sur l'importance de l'autonomie européenne et du renforcement des partenariats internationaux, envisagés comme les meilleurs moyens de protéger la sécurité de l'UE. Il a notamment déclaré que le soutien à l'Ukraine demeurerait une priorité, y compris par le biais des sanctions, ajoutant que les relations transatlantiques devaient être préservées grâce à un dialogue constructif et à une approche confiante concernant les questions sensibles. La vice-ministre chargée des Affaires européennes, Marilena Raouna, a souligné l'importance de l'élargissement de l'UE en tant qu'investissement stratégique pour l'avenir de l'Union.

Les députés ont interrogé les ministres sur l'avancement du processus d'élargissement et sur la nécessité de réformer l'UE. Ils ont également posé des questions sur le rôle de la Turquie dans la sécurité et la défense de l'UE et sur la possibilité de résoudre la crise du Groenland durant la présidence chypriote. Les députés ont en outre abordé les questions de l'engagement de l'UE à Gaza, des mesures à l'encontre du régime iranien et plus généralement de la situation au Moyen-Orient.

## **Commission de la sécurité et de la défense**

Le 28 janvier, le ministre de la Défense, Vasilis Palmas, a déclaré que la présidence se concentrerait sur la poursuite du soutien à l'Ukraine, le renforcement de l'industrie européenne de la défense, l'accélération de la préparation et de l'innovation en matière de défense, les investissements dans la sécurité maritime et le soutien aux opérations humanitaires, notamment l'évacuation de

---

---

ressortissants non combattants. Il a également évoqué l'importance des questions liées à la sécurité économique, notamment les menaces pesant sur les infrastructures critiques et les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement de la défense.

Les députés ont interrogé le ministre sur de nombreux sujets, notamment la sécurité maritime, les projets phares européens en matière de défense et la manière de faire face à l'utilisation des drones dans les conflits modernes. Les questions d'une éventuelle opérationnalisation de la clause de défense mutuelle de l'UE, le prêt de soutien de l'UE à l'Ukraine, la situation en Méditerranée orientale et l'augmentation des dépenses de défense des États membres ont également été abordées.

### **Commission des affaires constitutionnelles**

Le 28 janvier, la vice-ministre chargée des Affaires européennes, Marilena Raouna, a indiqué que les réformes internes de l'UE liées à l'élargissement, au prochain budget à long terme et à la compétitivité constituaient des priorités essentielles. Elle a également souligné la réforme en suspens de l'acte électoral européen, notamment la modification concernant le vote par procuration, les discussions sur le droit d'enquête du Parlement et la directive sur la transparence.

De nombreux députés ont appelé à avancer sur la réforme des traités, particulièrement en ce qui concerne l'objectif de remédier au recours à l'unanimité dans la prise de décision en matière de politique étrangère, dans un contexte de difficultés géopolitiques et d'élargissement de l'UE. Certains ont plaidé pour un accord rapide sur l'initiative récente du Parlement concernant le vote par procuration et une réforme électorale plus large, tandis que d'autres ont appelé à progresser sur les questions de droit d'enquête et sur la mise en place d'un organe d'éthique interinstitutionnel.

### **Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie**

Le 28 janvier, Vasilis Palmas, ministre de la Défense, a souligné que les priorités étaient de simplifier les marchés publics dans le domaine de la défense, de renforcer la base industrielle de défense et de soutenir les PME innovantes. Il a également insisté sur l'importance de la coopération entre l'UE et l'OTAN et de la souveraineté territoriale, en particulier dans le contexte de l'occupation illégale de Chypre.

Michael Damianos, ministre de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, a évoqué la sécurisation de l'approvisionnement énergétique grâce aux interconnexions, la décarbonation sans désindustrialisation, la réduction des dépendances critiques et la simplification des règles afin d'accélérer les projets industriels et

---

---

énergétiques. La présidence se concentrera également, a-t-il déclaré, sur la nouvelle proposition législative relative aux réseaux électriques.

Nicodemos Damianou, ministre de la Recherche, de l'Innovation et de la Politique numérique, a déclaré que la présidence travaillerait sur la législation sur les réseaux numériques (DNA) pour la modernisation des infrastructures de télécommunications (5G/6G), la protection des enfants en ligne grâce à la vérification de l'âge et le soutien à la recherche, afin de favoriser l'innovation et de retenir les talents. La présidence s'efforcera également de finaliser les travaux sur l'acte européen sur l'espace.

Les députés ont interrogé les ministres sur l'équilibre entre l'accélération des autorisations énergétiques et la protection de l'environnement, l'impact de la transition écologique sur les ménages et les PME et l'interdiction des importations de pétrole russe tout en garantissant la sécurité énergétique. Ils ont discuté de la simplification réglementaire pour les PME, de la réduction de la dépendance vis-à-vis des fournisseurs non européens et de l'intégration des PME dans les chaînes d'approvisionnement stratégiques. Les députés ont également évoqué la cybersécurité, la propriété européenne des infrastructures d'informatique en nuage (cloud) et d'intelligence artificielle (IA), la rétention des talents et la protection efficace des enfants en ligne, grâce à la vérification de l'âge.

### **Commission du développement**

Le 28 janvier, Constantinos Kombos, ministre des Affaires étrangères, a identifié comme priorités la sécurité de l'approvisionnement en eau, la résilience des systèmes de santé, les opportunités pour les jeunes, l'émancipation et l'autonomisation des femmes. La présidence souhaite esquisser une approche générale partielle commune aux gouvernements de l'UE concernant le futur instrument "Global Europe", d'ici juin 2026. En outre, il a évoqué l'initiative Global Gateway et l'aide humanitaire comme des questions prioritaires, tout en soulignant l'importance particulière de l'Afrique de l'Est, du Moyen-Orient (notamment la reconstruction de Gaza) et de l'Ukraine.

Les députés ont interrogé le ministre Kombos sur l'importance de la création d'emplois décents pour les jeunes, les relations avec les États-Unis à un moment où ceux-ci réduisent leur aide, la situation en Syrie, l'asile et la migration, ainsi que les progrès des négociations entre les États membres sur l'instrument de voisinage "Global Europe".

---

---

## **Commission de l'agriculture et du développement rural**

Le 28 janvier, Maria Panayiotou, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de l'Environnement, a identifié les priorités suivantes : l'innovation, l'agriculture durable, la simplification, ainsi qu'un ensemble de mesures fiables à l'épreuve des crises. Elle a ajouté que la présidence s'engageait à mener une discussion constructive sur le prochain budget à long terme ainsi que sur la nouvelle politique agricole commune (PAC). Elle a également souligné que le financement adéquat de la PAC et une chaîne d'approvisionnement alimentaire stable, résiliente et abordable feraient également partie de la liste des priorités.

Les députés ont fait part de leurs préoccupations concernant la nouvelle PAC et ont demandé plus de clarté sur la proposition. Plusieurs députés souhaitent que les importations en provenance de pays tiers répondent aux mêmes critères stricts que ceux que les agriculteurs européens doivent respecter. D'autres députés ont appelé à des mesures visant à rendre l'agriculture plus attrayante pour les jeunes et à des solutions globales pour faire face aux différentes crises qui touchent le secteur.

## **Commission de l'emploi et des affaires sociales**

Le 29 janvier, le ministre du Travail et de l'Assurance sociale, Marinos Moushouttas, a souligné que l'emploi équitable et inclusif, ainsi qu'une mobilité juste, figuraient parmi les priorités. Clea Hadjistephanou-Papaellina, vice-ministre chargée de la Protection sociale, a souligné l'engagement de la présidence dans la lutte contre la pauvreté, la promotion du bien-être des enfants, le renforcement des soins de longue durée et du vieillissement actif, ainsi que les droits des personnes en situation de handicap. L'accès à un logement durable et abordable doit constituer un droit fondamental pour tous, a déclaré le ministre de l'Intérieur, Constantinos Ioannou, tout en soulignant la nécessité d'encourager l'investissement et l'offre et de renforcer l'échange d'informations entre les États membres.

Les députés ont interrogé les ministres sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, la directive sur les stages et la révision de la directive relative aux agents cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques. Ils ont salué l'engagement de la présidence à lutter contre la pauvreté des enfants et ont insisté sur la nécessité de prévoir un budget dédié à la garantie européenne pour l'enfance dans le prochain cadre financier pluriannuel. D'autres enjeux clés comme le logement, la santé et la sécurité au travail, l'agenda européen des soins et la mobilité équitable ont également été évoqués.

---

---

## **Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire**

Le 29 janvier, la ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de l'Environnement, Maria Panayiotou, a souligné l'importance de la résilience dans le domaine de l'eau, constituant un enjeu sécuritaire, de stabilité économique et de santé publique. Elle a insisté sur la nécessité de poursuivre la simplification sans réduire les ambitions environnementales et d'encourager la transition vers une économie circulaire visant à réduire la dépendance aux matières premières. Parmi les autres priorités figurent la révision des normes d'émissions de CO2 pour les voitures et les camionnettes.

De nombreux députés ont appelé à une gestion plus efficace de l'eau afin de faire face à la raréfaction des ressources hydriques à l'échelle de l'Union. Dans le cadre de la simplification, certains groupes ont estimé que l'Union européenne devait maintenir son niveau de protection, en soulignant qu'une législation environnementale réaliste constituait la voie à suivre. D'autres ont exprimé des préoccupations quant aux coupes budgétaires proposées concernant la politique agricole de l'Union dans le prochain cadre financier pluriannuel, s'interrogeant sur la manière dont la Présidence entendait garantir la transition écologique, la sécurité alimentaire et un financement durable de la nature, tout en construisant une Europe compétitive et résiliente.

## **Commission de la santé publique**

Le 2 février, le ministre de la santé, Neophytos Charalambides, a souligné l'importance de renforcer la résilience, la convergence et l'autonomie de l'UE dans le domaine des soins de santé. Il a identifié l'amélioration de l'accessibilité et du caractère abordable des médicaments et des dispositifs médicaux, le renforcement des systèmes de soins de santé et le soutien au développement et à la production de médicaments au sein de l'UE comme des principes clés de la politique de santé de l'UE. Les priorités de préséance comprenaient l'achèvement des négociations sur la Loi sur les médicaments critiques (LMC), le travail sur la loi sur la biotechnologie et la création d'un Centre européen d'excellence clinique.

Les députés ont souligné la nécessité de garantir l'accès aux médicaments et dispositifs médicaux essentiels, de réduire les charges administratives pour les fabricants et de soutenir la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne. L'attention a également été attirée sur la nécessité d'un budget de santé solide et d'une action plus globale en matière de santé mentale.

---

---

## **Commission du développement régional**

Le 25 février, le ministre des Finances, Makis Keravnos, a souligné que la politique de cohésion était l'un des instruments d'investissement principaux de l'UE et un moteur essentiel de la convergence, de la compétitivité et de la solidarité. Il a souligné son impact sur la croissance et la création d'emplois, et a déclaré que la présidence chypriote accorderait la priorité aux discussions sur l'avenir de la politique de cohésion dans le prochain budget à long terme, ferait progresser les travaux sur le règlement relatif au plan de partenariat et accueillerait une réunion ministérielle informelle sur la cohésion en mai.

De nombreux députés ont critiqué la récente proposition de la Commission de fusionner la politique de cohésion avec d'autres instruments, avertissant qu'elle risquait de diluer l'orientation régionale de la politique. Les députés de tous les groupes politiques ont invité la présidence à préserver la cohésion en tant que politique distincte et à tenir compte des préoccupations du Parlement.

## **Commission des affaires économiques et monétaires**

Le 25 février, le ministre des finances Makis Kervanos a souligné que la priorité devait être donnée aux efforts pour renforcer la résilience et l'autonomie financières de l'UE ainsi que sa position économique mondiale. La présidence s'attachera à lancer les négociations sur l'euro numérique, à réaliser des progrès en ce qui concerne l'union de l'épargne et des investissements et la révision de la directive sur le tabac, et à parvenir à une position du Conseil sur le règlement sur la publication d'informations en matière de finance durable. En matière fiscale, la présidence s'efforcera de veiller à ce que les travaux menés au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques et des Nations unies soient bien coordonnés afin d'éviter les doubles emplois ou les résultats contradictoires.

Les députés ont demandé plus de détails sur la manière dont la présidence s'efforcera de faire avancer les travaux sur l'euro numérique et l'union de l'épargne et de l'investissement. Ils ont également demandé l'avis du ministre sur les travaux en cours concernant le 28e régime applicable aux entreprises et sur la manière dont la présidence pourrait progresser en ce qui concerne le train de mesures sur l'intégration du marché et la surveillance.

---

# Chypre

# Histoire

---

# History of Cyprus

Chypre, officiellement connue sous le nom de République de Chypre, est un pays méditerranéen situé dans le sud de l'Europe. Elle couvre une superficie de 9 251 kilomètres carrés et compte environ 1,37 million d'habitants en février 2026. Sa capitale est Nicosie, qui est également le centre politique, économique et administratif du pays.

Le 30 décembre 1963, le général britannique Peter Young a délimité une zone tampon provisoire à travers Nicosie afin de mettre fin à l'escalade de la violence intercommunautaire entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs. Plus de cinq décennies plus tard, la ligne de cessez-le-feu reste une ligne de fracture physique et politique.

La langue majoritaire est le grec et la langue minoritaire, le turc. Les Chypriotes grecs sont principalement des chrétiens orthodoxes orientaux. Les Chypriotes turcs sont des musulmans sunnites. Il existe également sur l'île de petites communautés maronites, arméniennes, catholiques romaines et anglicanes. Le secteur chypriote grec a rejoint l'UE en 2004 et a adopté l'euro comme monnaie officielle en 2008. La monnaie officielle du secteur chypriote turc est la livre turque.

Chypre est une république présidentielle. Le président détient le pouvoir exécutif et est à la fois chef de l'État et chef du gouvernement. Le parlement national est appelé la Chambre des représentants. Nikos Christodoulides est le 8e et actuel président de la République de Chypre, en fonction depuis le 28 février 2023.

## **Aperçu historique :**

La longue et complexe histoire de Chypre a été influencée par sa situation géographique, qui place la nation au carrefour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Les chasseurs-cueilleurs sont arrivés à Chypre entre 11 000 et 10 000 avant J.-C., ce qui en fait l'une des plus anciennes régions habitées de manière continue en Méditerranée. Dans l'Antiquité, Chypre a été influencée par les Grecs mycéniens, les Phéniciens, les Assyriens, les Égyptiens et les Perses, avant de faire partie de l'empire hellénistique.

## **Source:**

<https://www.britannica.com/place/Cyprus/People>

[https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/eu-countries/cyprus\\_ru](https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/eu-countries/cyprus_ru)

---

---

En 58 avant J.-C., la République romaine annexa Chypre. Le christianisme fut introduit par Saint Lazare et les apôtres Paul, Barnabé et Marc au 1er siècle après J.-C., et devint un élément intégral de l'identité chypriote. Au Moyen Âge, Chypre passa par une succession de dirigeants étrangers, notamment le condominium arabo-byzantin, la dynastie franque des Lusignan et la République de Venise.

En 1571, l'Empire ottoman conquiert Chypre et régna sur l'île pendant plus de trois siècles. L'administration ottomane remodela la société chypriote, introduisant de nouvelles structures religieuses et sociales. En 1878, le contrôle administratif de Chypre a été transféré à la Grande-Bretagne, et l'île est officiellement devenue une colonie britannique en 1925. Cela résultait d'un accord prévoyant le soutien militaire britannique à l'Empire ottoman si la Russie tentait de s'emparer des territoires ottomans au Moyen-Orient. Le XXe siècle a été marqué par des mouvements croissants en faveur de l'autodétermination, en particulier parmi les Chypriotes grecs qui aspiraient à l'union avec la Grèce. Après une période de lutte anticolonialiste, Chypre a obtenu son indépendance en 1960 sous une constitution prévoyant le partage du pouvoir. Cependant, les tensions intercommunautaires ont persisté et ont dégénéré en violences.

En 1963, Nicosie a été divisée par une zone tampon provisoire, séparant la majorité chypriote grecque et la minorité chypriote turque. En 1974, un coup d'État soutenu par la Grèce visant à l'union avec la Grèce a provoqué une intervention militaire de la Turquie. Les troubles ont abouti à l'extension de la zone de division à l'ensemble de l'île, qui s'étend désormais sur environ 180 kilomètres. Les Chypriotes grecs résident dans le sud de l'île et les Chypriotes turcs dans le nord. La partie nord s'est proclamée République turque de Chypre du Nord en 1983, mais elle n'est reconnue que par la Turquie. La division reste sans solution malgré les efforts diplomatiques continus.

Après 1974, la République de Chypre s'est développée pour devenir un État démocratique stable doté d'une économie forte basée sur les services. Le pays a rejoint l'Union européenne en 2004 et a adopté l'euro en 2008. Aujourd'hui, Chypre continue de faire face aux défis politiques liés à la division tout en conservant son rôle d'État membre de l'UE et d'acteur régional important en Méditerranée orientale.

**Source:**

<https://www.britannica.com/place/Cyprus/People>

<https://www.ebsco.com/research-starters/history/cyprus-becomes-british-crown-colony>

<https://www.icip.cat/perlapau/en/article/nicosia-the-last-divided-capital-in-the-world/>

---

---

# Dates clés de l'histoire de Chypre

## Chronologie des événements clés :

**1914** - Chypre est annexée par la Grande-Bretagne après plus de 300 ans de domination ottomane. La Grande-Bretagne avait occupé l'île en 1878, bien qu'elle soit restée nominalement sous souveraineté ottomane.

**1925** - Chypre devient une colonie britannique.

**1955** - Les Chypriotes grecs lancent une guérilla contre la domination britannique afin d'obtenir l'unification avec la Grèce.

**1956** - L'archevêque Makarios, chef de la campagne pour l'énosis, est déporté aux Seychelles.

**1959** - L'archevêque Makarios revient et est élu président.

## Indépendance

**1960** - Chypre obtient son indépendance après que les communautés grecque et turque se sont mises d'accord sur une constitution.

**1963** - Le président Makarios suscite les craintes des Turcs en proposant des modifications constitutionnelles qui abrogeraient les accords de partage du pouvoir. Des violences intercommunautaires éclatent. La communauté turque se retire du partage du pouvoir.

**1964** - Mise en place d'une force de maintien de la paix des Nations unies. Les Chypriotes turcs se replient dans des enclaves défendues.

## Les troupes turques envahissent

**1974** - La junte militaire grecque soutient le coup d'État contre le président Makarios. En quelques jours, les troupes turques débarquent dans le nord. Les Chypriotes grecs fuient leurs maisons. Les forces turques occupent un tiers de l'île et imposent une partition entre le nord et le sud, suivant approximativement la « ligne verte », ligne de cessez-le-feu tracée par les forces de l'ONU en 1963. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution appelant la Turquie à retirer ses troupes de Chypre. La Turquie refuse.

**1975** - Les Chypriotes turcs établissent une administration indépendante, avec Rauf Denktash comme président.

**1977** - Le président Makarios meurt, remplacé par Spyros Kyprianou.

**1980** - Reprise des pourparlers de paix sous l'égide de l'ONU.

## Source:

<https://www.bbc.com/news/world-europe-17219505>

---

---

## Les Chypriotes turcs proclament la république

**1983** - M. Denktash suspend les négociations et proclame la République turque de Chypre du Nord, reconnue uniquement par la Turquie.

**1998** - L'UE inscrit Chypre sur la liste des membres potentiels. Le gouvernement abandonne son projet d'installer des missiles antiaériens de fabrication russe après que la Turquie a menacé de recourir à la force militaire.

**Juin 2001** - Le Conseil de sécurité des Nations unies renouvelle sa mission, vieille de 36 ans. 2 400 soldats de la paix patrouillent dans la zone tampon entre Chypre grecque et Chypre turque.

**Janvier 2002** - Clerides et Denktash entament des négociations sous l'égide des Nations unies après des décennies de pourparlers dans l'impasse. Les esprits sont concentrés sur les aspirations à l'adhésion à l'UE.

**Novembre 2002** - Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, présente un plan de paix global pour Chypre qui prévoit une fédération composée de deux parties, présidée par une présidence tournante.

**Décembre 2002** - Le sommet de l'UE à Copenhague invite Chypre à adhérer en 2004 à condition que les deux communautés acceptent le plan de l'ONU au début du printemps 2003. Sans réunification, seule la partie chypriote grecque de l'île, reconnue internationalement, pourra adhérer à l'UE.

**Avril 2003** - Les Chypriotes turcs et grecs franchissent la « ligne verte » qui divise l'île pour la première fois en 30 ans, après que les autorités chypriotes turques ont assoupli les restrictions frontalières.

**Avril 2004** - Double référendum sur l'acceptation du plan de réunification de l'ONU dans une tentative de dernière minute pour obtenir l'adhésion à l'UE. Le plan est approuvé par les Chypriotes turcs, mais rejeté à une écrasante majorité par les Chypriotes grecs.

### Adhésion à l'UE

**Mai 2004** - Chypre fait partie des 10 nouveaux États à rejoindre l'UE, mais l'île reste divisée.

**Décembre 2004** - La Turquie accepte d'étendre son accord d'union douanière avec l'UE aux 10 nouveaux États membres, dont Chypre. Le Premier ministre turc précise que cela ne constitue pas une reconnaissance officielle de Chypre.

**Août 2005** - Un avion de ligne chypriote s'écrase près d'Athènes, en Grèce, tuant les 121 passagers et membres d'équipage. Il s'agit de la pire catastrophe survenue sur l'île en temps de paix.

---

---

**Juillet 2006** - Les pourparlers parrainés par l'ONU entre le président Tassos Papadopolous et le dirigeant chypriote turc Mehmet Ali Talat aboutissent à une série de mesures visant à instaurer la confiance et à établir des contacts entre les deux communautés.

**Janvier-mars 2007** - Les Chypriotes grecs et turcs démolissent les barrières qui divisent la vieille ville de Nicosie. Ces mesures sont considérées comme ouvrant la voie à la création d'un autre point de passage officiel sur ce qui était autrefois une artère commerciale importante.

**Janvier 2008** - Chypre adopte l'euro.

### **Nouvelles négociations**

**Mars 2008** - Le président Demetris Christofias et le dirigeant chypriote turc Mehmet Ali Talat conviennent d'entamer des négociations officielles sur la réunification.

**Avril 2008** - Le passage symbolique de la rue Ledra entre les secteurs turc et grec de Nicosie est rouvert pour la première fois depuis 1964.

**Avril 2010** - Dervis Eroglu, partisan de l'indépendance, remporte les élections à la tête de la partie nord turque, battant le président sortant Mehmet Ali Talat, favorable à l'unité.

**Mai 2010** - Reprise des pourparlers de réunification avec un nouveau représentant de la ligne dure à la tête de la partie nord turque.

**Mai 2011** - Élections législatives. Le principal parti d'opposition de droite, le DISY, l'emporte avec une faible avance.

**Juillet 2011** - Le chef de la marine Andreas Ioannides et 12 autres personnes trouvent la mort lorsque des conteneurs iraniens remplis d'explosifs saisis par les autorités explosent dans la principale base navale et la principale centrale électrique du pays.

**Septembre 2011** - Chypre commence des forages exploratoires pour trouver du pétrole et du gaz, ce qui déclenche une crise diplomatique avec la Turquie, qui réagit en envoyant un pétrolier dans les eaux au large du nord de Chypre.

**Avril 2012** - L'ONU annule le projet de conférence sur Chypre, invoquant l'absence de progrès sur les divergences substantielles entre les deux parties.

La Turkish Petroleum Corporation turque commence à forer du pétrole et du gaz à terre dans le nord de Chypre, malgré les protestations du gouvernement chypriote qui estime cette action illégale.

---

---

## Crise financière

**Juin 2012** - Chypre demande l'aide financière de l'Union européenne pour soutenir ses banques, fortement exposées à l'économie grecque en difficulté.

**Février 2013** - Le candidat conservateur du Rassemblement démocratique, Nicos Anastasiades, remporte l'élection présidentielle.

**Mars 2013** - Le président Anastasiades obtient un plan de sauvetage bancaire de 10 milliards d'euros de l'Union européenne et du FMI. La Laiki Bank, deuxième banque du pays, est liquidée et les déposants de plus de 100 000 euros subiront des pertes importantes.

**Octobre 2014** - Chypre suspend les pourparlers de paix avec les Chypriotes turcs pour protester contre ce qu'elle qualifie d'efforts de la Turquie pour l'empêcher d'explorer les gisements de gaz au sud de l'île. L'UE et les États-Unis expriment leur inquiétude face à ces tensions.

**Février 2015** - Lors de pourparlers avec le président russe Vladimir Poutine, le président Anastasiades accepte de laisser la marine russe accéder aux ports chypriotes.

**Mai 2015** - Le gouvernement et les négociateurs chypriotes turcs reprennent les pourparlers sur la réunification, qui s'achèvent sans conclusion en juillet 2017.

**Janvier 2016** - Le président Anastasiades et le dirigeant chypriote turc Mustafa Akinci prononcent un discours télévisé conjoint sans précédent à l'occasion du Nouvel An, alors que les négociations sur la réunification sont en cours.

**Novembre 2018** - Les premiers nouveaux points de passage de la zone tampon sont ouverts depuis huit ans à Deryneia, à l'est, et à Lefke, à l'ouest.

**Octobre 2020** - Le nationaliste anti-réunification Ersin Tatar remporte une victoire serrée à l'élection présidentielle chypriote turque.

**Septembre 2021** - Après une réunion avec le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres et le président Anastasiades à New York, Tatar déclare que les pourparlers sur l'avenir de Chypre ne commenceront pas tant qu'ils ne tiendront pas compte « de l'égalité souveraine et du statut international de la République turque de Chypre du Nord ».

---

# Situation politique

---

# Structure et fonctionnement de la Chambre des représentants

## Gouvernement et société

### Cadre constitutionnel

La Constitution de la République de Chypre, adoptée en 1960, prévoyait que le pouvoir exécutif serait exercé par un président chypriote grec et un vice-président chypriote turc, élus au suffrage universel pour un mandat de cinq ans, et qu'il y aurait un Conseil des ministres (cabinet) composé de sept membres chypriotes grecs et trois membres chypriotes turcs. Elle prévoyait également une Chambre des représentants élue, composée de 50 sièges, répartis entre Chypriotes grecs et turcs dans une proportion de 35 contre 15, et élus pour un mandat de cinq ans.

La constitution, issue des négociations menées à Zurich, en Suisse, en 1959 entre les représentants des gouvernements grec et turc, n'a pas été largement acceptée par les citoyens de la nouvelle république. Les Chypriotes grecs, dont la lutte contre les Britanniques avait été menée pour l'enosis (union avec la Grèce) et non pour l'indépendance, ont regretté l'échec de cette aspiration nationale. En conséquence, peu après la création de la république, la majorité chypriote grecque a commencé à considérer que de nombreuses dispositions, en particulier celles relatives aux finances et à l'administration locale, étaient inapplicables. Les propositions d'amendements ont été rejetées par le gouvernement turc et, après le déclenchement des combats entre les deux communautés chypriotes à la fin de 1963, la constitution a été suspendue. Dans la République de Chypre après l'occupation turque de 1974, les dispositions de la Constitution sont restées en vigueur dans la mesure du possible ; le principal changement formel a été l'augmentation du nombre de sièges à la Chambre des représentants à 80, bien que les 24 sièges attribués aux Turcs soient restés vacants.

Du côté turc de la ligne de démarcation, il y a, depuis 1974, un président, un premier ministre et une assemblée législative élus au suffrage universel, tous pour un mandat de cinq ans. Une nouvelle constitution a été approuvée pour la République turque de Chypre du Nord (RTCN) par son électorat en 1985.

#### Source:

<https://www.britannica.com/place/Cyprus/Government-and-society>

---

---

L'administration locale de la République de Chypre se compose de districts, de municipalités, de communes rurales et de villages. Les responsables de district sont nommés par le gouvernement ; les conseils locaux sont élus, tout comme les maires des municipalités.

### **Justice**

Le code juridique chypriote est basé sur le droit romain. Dans la zone chypriote grecque, les juges sont nommés par le gouvernement, mais le pouvoir judiciaire est totalement indépendant du pouvoir exécutif. La Cour suprême est la plus haute instance judiciaire et fait également office de cour d'appel finale dans la république. Une cour d'assises permanente exerce sa compétence pénale sur l'ensemble de l'île, tandis que les tribunaux de district traitent les affaires pénales, civiles et maritimes. La zone chypriote turque dispose d'un système judiciaire similaire.

### **Processus politique**

Le plus ancien parti politique de la République de Chypre est le Parti progressiste des travailleurs (Anorthotiko Komma Ergazomenou Laou ; AKEL), fondé en 1941. Parti communiste pro-Moscou qui contrôlait la principale fédération syndicale, il a recueilli environ un tiers des voix au cours des 25 premières années de la République de Chypre. Après l'effondrement du communisme en Russie et en Europe de l'Est, l'AKEL a perdu une grande partie de son soutien, certains réformistes ayant fait scission pour former leur propre parti. D'autres partis ont connu des succès variables. Parmi eux figurent le Mouvement des sociaux-démocrates EDEK (Kinima Sosialdimokraton EDEK) et le Rassemblement démocratique (Dimokratikos Synagermos ; DISY). Dans la zone chypriote turque, les principaux partis sont le Parti de l'unité nationale (Ulusal Birlik Partisi), le Parti de la libération communautaire (Toplumcu Kurtuluş Partisi) et le Parti républicain turc (Cumhuriyetçi Türk Partisi).

### **Santé**

Les normes sanitaires à Chypre sont élevées grâce à un climat favorable et à des services de santé publics et privés bien organisés. Depuis l'éradication du paludisme peu après la Seconde Guerre mondiale, puis de l'échinococcose (maladie hydatique), l'île est exempte de maladies graves. L'espérance de vie est d'environ 75 ans pour les hommes et 80 ans pour les femmes, et le taux de mortalité infantile est faible.

### **Logement**

Le logement est devenu une préoccupation majeure de la République de Chypre après l'invasion turque de 1974 et le déplacement et la réinstallation des Chypriotes grecs dans le sud du pays. Le gouvernement s'est engagé dans un programme à long terme visant à stimuler la construction de logements à bas prix, a accordé des prêts

---

---

faible taux d'intérêt aux acheteurs et a temporairement hébergé les réfugiés dans des maisons abandonnées par les Chypriotes turcs qui avaient fui vers le nord pendant la guerre. Le gouvernement a continué à verser des allocations de logement à des milliers de familles de réfugiés et a également fourni une aide au logement à d'autres familles à faibles revenus.

## **Éducation**

Dans le secteur chypriote grec, 12 niveaux d'enseignement gratuit sont proposés aux enfants à partir de 5 ans ; la scolarité est obligatoire jusqu'à 15 ans. Les trois dernières années peuvent être suivies dans une école technique ou professionnelle ou dans un lycée, ce dernier proposant des cours axés sur des domaines tels que les études classiques, les sciences ou l'économie. Les établissements d'enseignement supérieur comprennent des écoles de formation des enseignants, d'enseignement technique, de formation à l'hôtellerie, de guides touristiques, d'infirmières, de santé publique et de police. Les Chypriotes grecs ont ouvert l'université de Chypre en 1992 ; cependant, de nombreux étudiants fréquentent des universités à l'étranger, notamment en Grèce, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Le système éducatif dans le secteur turc est géré séparément, et les Chypriotes turcs disposent d'un excellent système d'enseignement public avec des installations similaires à celles du secteur grec et plusieurs établissements d'enseignement supérieur spécialisé. Comme dans le secteur grec, de nombreux Chypriotes turcs se rendent à l'étranger (principalement en Turquie) pour poursuivre leurs études supérieures. Les excellentes possibilités d'éducation offertes par les administrations grecque et turque ne sont pas sans inconvénients, car bon nombre des diplômés chypriotes les plus qualifiés, tant grecs que turcs, cherchent un emploi à l'étranger.

## **Vie culturelle**

### **Vie quotidienne et coutumes sociales**

La culture chypriote est divisée entre la partie nord turque et la partie sud grecque du pays. Depuis 1974, la communauté turque du nord de Chypre promeut sa propre culture turque et islamique, soutient ses propres journaux et périodiques et a changé de nombreux noms de lieux en turc. L'anniversaire de la proclamation de la RTCN (15 novembre) est célébré dans le nord, tout comme les fêtes musulmanes traditionnelles.

Les Chypriotes grecs parlent un dialecte grec et ont une attitude quelque peu ambivalente à l'égard des Grecs du continent. Cependant, la plupart des Chypriotes grecs qui partent à l'étranger pour poursuivre leurs études supérieures se rendent en Grèce, et ces jeunes partagent la culture populaire grecque, qui est elle-même de plus en plus cosmopolite. Malgré cela, les Chypriotes grecs veillent à préserver

---

---

leur culture traditionnelle et à observer des fêtes importantes telles que Pâques (et le carnaval qui la précède) et Anthestiria, une fête des fleurs au printemps.

Malgré les années de conflit civil dans les années 1950, 1960 et 1970, la jeune génération chypriote grecque a grandi dans une société relativement pacifique, stable et prospère qui englobe les aspects de la culture traditionnelle tout en accueillant les tendances mondiales en matière d'habillement et de divertissement. Ces tendances ont été introduites non seulement par les médias de masse, mais aussi par un afflux massif de jeunes voyageurs, dont la présence se fait sentir dans les discothèques et les bars qui abondent désormais sur toute l'île.

Les Chypriotes grecs et turcs partagent une riche tradition d'artisanat et d'art populaire. Parmi les expressions les plus connues de cet art à l'échelle internationale, on trouve la dentelle chypriote, en particulier celle produite dans la ville de Lefkara, près de Nicosie, et l'orfèvrerie, pratiquée dans toute l'île.

La géographie a fait de Chypre l'héritière de nombreuses traditions culinaires, notamment celles du Levant, de l'Anatolie et de la Grèce, mais certains plats, tels que le fromage halloumi de l'île, leourgouri (un plat à base de blé concassé bouilli), le hiromeri (une cuisse de porc pressée, fumée et vieillie) et le sucuk (une confiserie à base de jus de raisin épaissi et d'amandes), sont purement chypriotes. Comme dans la plupart des pays méditerranéens, l'apéritif, ou meze, joue un rôle central à Chypre, remplaçant souvent l'entrée. Les fruits et légumes frais font partie de chaque repas, et Chypre est depuis longtemps réputée pour son vin, la vi

### **Les artes**

Chypre figure dans la littérature européenne depuis des milliers d'années, depuis les œuvres des poètes lyriques ioniens jusqu'aux récits de voyage modernes tels que Bitter Lemons (1957) de Lawrence Durrell. Les traditions littéraires sont très présentes sur l'île même. S'inspirant de la tradition orale, des formes classiques telles que le tekerleme (rigmarole) et le mani (quatrain), ainsi que des styles contemporains, des chanteurs chypriotes turcs tels qu'Acar Akalın et Neşe Yaşın ont développé un corpus d'œuvres bien connu sur le continent turc, mais largement non traduit dans d'autres langues. Les poètes chypriotes grecs contemporains sont un peu mieux connus en dehors de l'île, car leurs œuvres ont été traduites dans d'autres langues européennes. Plusieurs revues littéraires sont publiées et de petites maisons d'édition publient chaque année des centaines de livres en grec et en turc. La poésie est également un élément important du mouvement croissant en faveur d'une « culture de la paix », qui cherche à forger des liens sociaux et culturels au-delà des divisions ethniques de l'île.

---

---

De nombreux peintres et sculpteurs travaillent à Chypre, et le bureau des services culturels conserve la collection nationale d'art chypriote moderne dans une exposition permanente et parraine le festival international annuel Kypria, consacré à la musique et au théâtre. Dans le village de Lemba, près de Paphos, le Cyprus College of Art propose des cours aux étudiants en art de troisième cycle. Le gouvernement encourage les jeunes compositeurs, musiciens et groupes de danse folklorique. Les communautés chypriotes turques et grecques ont toutes deux une industrie cinématographique active, et les films chypriotes ont reçu de nombreux prix dans des compétitions internationales. La musique classique et folklorique est très appréciée des Chypriotes de tous âges, et les traditions musicales folkloriques respectives des communautés grecque et turque, combinées à des styles internationaux, ont contribué au développement de styles de musique populaire chypriotes grecs et turcs.

### **Institutions culturelles**

Les traditions culturelles anciennes de Chypre sont préservées en partie par des entreprises privées et en partie par le gouvernement, notamment par le biais du bureau des services culturels du ministère de l'Éducation et de la Culture de la République de Chypre, qui publie des livres, décerne des prix littéraires et promeut les publications chypriotes. Les villes disposent de bibliothèques publiques, tout comme de nombreuses communautés rurales. L'Organisation théâtrale chypriote, financée par le gouvernement, met en scène des pièces de dramaturges chypriotes contemporains ainsi que des œuvres classiques. Les anciens théâtres de Salamis et Soli dans la partie turque et de Kourion (Curium) dans la partie grecque ont été restaurés ; diverses pièces sont jouées à Kourion et un théâtre grec a été construit à Nicosie.

De nombreux édifices remarquables datant des périodes lusignane et vénitienne ont survécu, en particulier les cathédrales gothiques de Nicosie et Famagouste, ainsi que l'abbaye de Bellapais près de Kyrenia. D'autres églises gothiques sont disséminées à travers l'île. Les chrétiens orthodoxes ont également construit de nombreuses églises dans un style distinctif souvent influencé par le gothique ; leur intérieur illustre l'évolution continue de l'art byzantin. Chypre possède des exemples remarquables d'architecture militaire médiévale et Renaissance, tels que les châteaux de Kyrenia, Saint-Hilarion, Buffavento et Kantara, ainsi que les fortifications vénitienes élaborées de Nicosie et Famagouste.

Parmi les autres sites d'importance culturelle, citons la ville de Paphos, considérée comme le lieu de naissance légendaire d'Aphrodite, qui abrite un temple construit en son honneur datant du XIIe siècle avant notre ère ; les églises peintes de la région de Troodos, un ensemble d'églises et de monastères byzantins réputés pour leurs fresques murales de style byzantin et post-byzantin ; et les établissements néolithiques de Choïrokotia, habités du VIIe au IVe millénaire avant

---

---

notre ère. Ces sites ont été classés au patrimoine mondial de l'UNESCO respectivement en 1980, 1985 et 1998.

### **Sports et loisirs**

Le sport joue un rôle majeur dans la communauté chypriote grecque, comme c'est le cas depuis l'Antiquité, lorsque les stades se trouvaient au cœur des principales villes de l'île. Par l'intermédiaire de l'Organisation sportive chypriote, un organisme officiel créé en 1969, le gouvernement a construit des stades, des salles de sport et des piscines, et a subventionné des associations et des clubs pour un large éventail de sports ; il existe une ligue professionnelle de football (soccer) et une ligue semi-professionnelle de basket-ball.

Les athlètes chypriotes ont commencé à participer aux Jeux Olympiques en 1924, mais en tant que membres de l'équipe nationale grecque. En 1978, le Comité national olympique chypriote a été admis au Comité international olympique, et depuis 1980, la République de Chypre envoie sa propre équipe nationale, composée uniquement d'athlètes du secteur chypriote grec, aux Jeux. Des tentatives de coopération ou de compétitions sportives entre les communautés turque et grecque ont échoué, et les instances sportives internationales n'ont pas reconnu les associations sportives du secteur turc de Chypre.

### **Médias et édition**

La télévision et la radio sont contrôlées dans le secteur grec par la Cyprus Broadcasting Corporation, une société semi-publique, et sont financées par des subventions gouvernementales, des taxes et la publicité. Sur toute l'île, les émissions sont diffusées en grec, en turc, en anglais et en arménien, et les quotidiens et hebdomadaires sont publiés en grec, en turc et en anglais. Le secteur turc reçoit les émissions diffusées depuis la Turquie.

---

---

# RAPPORTS SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE À CHYPRE

## **Prévisions économiques pour Chypre**

<https://cypruspresidency.consilium.europa.eu/en/programme/programme-of-the-cyprus-presidency/>

## **Plan national de relance et de résilience de Chypre : état d'avancement**

[https://reforms-investments.ec.europa.eu/cyprus-recovery-and-resilience-plan\\_en](https://reforms-investments.ec.europa.eu/cyprus-recovery-and-resilience-plan_en)

## **DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION Rapport national 2025 - Chypre**

<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/fe1e50b4-4164-11f0-b9f2-01aa75ed71a1/language-en>

---

---

## RAPPORTS SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE À CHYPRE

### **Chypre et l'intensification du conflit iranien : quand la géographie devient une vulnérabilité**

[https://www.balcanicaucasos.org/en/cp\\_article/cyprus-and-the-expanding-iran-conflict-when-geography-becomes-exposure/](https://www.balcanicaucasos.org/en/cp_article/cyprus-and-the-expanding-iran-conflict-when-geography-becomes-exposure/)

### **Guerre au Moyen-Orient : quelles implications pour l'UE et le monde ?**

<https://www.iss.europa.eu/publications/commentary/war-middle-east-what-implications-eu-and-world>

### **Timeline: How a week of war unfolded in the Middle East after US-Israeli strikes on Iran**

<https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iran-us-israel-war-timeline-strikes-b2933134.html>

---

---

## AUTRES RAPPORTS PERTINENTS SUR CHYPRE

### **La situation politique**

Informations sur le ministère des Affaires étrangères de Chypre - janvier 2026

<https://www.gov.cy/mfa/en/news/>

### **Enjeux environnementaux, sociaux et régionaux**

Stratégie d'action climatique de Chypre - EPRS février 2025

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/769495/EPRS\\_BRI\(2025\)769495\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/769495/EPRS_BRI(2025)769495_EN.pdf)

Rapport de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) sur Chypre

<https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/cyprus>

---

---

# CONTACTS

## Numéros de téléphone importants

**Elisabetta  
Fonck** +32 473 64 67 46  
elisabetta.fonck@ext.europarl.europa.eu

**Albertina  
Ferreira  
Magalhaes** +351 915 431 999  
albertina.magalhaes@ext.europarl.europa.eu

---

26-27 MARS 2026



European Parliament  
FORMER MEMBERS  
ASSOCIATION

# Visite de l'AAD à Chypre

